

Comité d'orientation et de dialogue (COD)

Mandature 2026-2029





Ingénieure générale, **Muriel Andrieu-Semmel** est diplômée de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg et de l'École des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) en tant qu'ingénieure d'études sanitaire puis d'ingénieure du génie sanitaire.

Elle a exercé pendant vingt-cinq ans au sein des services de l'État aux trois niveaux territoriaux : direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), Agence régionale de santé PACA et ministère de la Santé. Depuis 2022, elle est directrice de la transition écologique et des environnements de vie la Ville de Marseille.

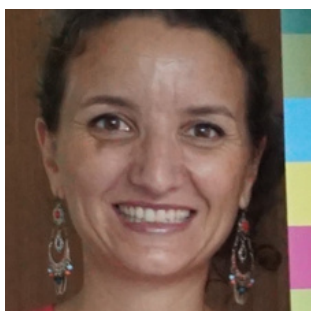
Son parcours est marqué par une longue expérience de la gestion de situations sensibles. Elle a par exemple travaillé sur la zone industrielle de Fos-sur-Mer à l'interface avec les citoyens, sur la régionalisation de la lutte antivectorielle en région PACA et en tant que pilote de crise pendant l'épidémie de COVID-19 en ARS.

Depuis décembre 2025, elle est présidente de la Société Francophone de Santé et Environnement. Elle rejoint le COD avec une conviction forte : améliorer l'interface entre les travaux d'expertise de l'agence, la temporalité locale et les pressions territoriales, et faire dialoguer expertise institutionnelle et expertise citoyenne émergente.



Delphine Benda est diplômée de Sciences Po Strasbourg et d'un 3^e cycle en sciences politiques à Paris I (Sorbonne), complété récemment par un Executive Master « Gestion des politiques de santé » obtenu à Sciences Po Paris. Le parcours professionnel de Delphine Benda est au croisement du secteur public et du secteur privé, est dédié à la protection sociale et à la santé. Elle a débuté sa carrière dans la presse écrite et à la télévision comme journaliste-pigiste puis elle a rejoint l'Assemblée nationale comme collaboratrice parlementaire, puis comme conseillère technique en charge des affaires sociales et de la santé auprès du président d'un groupe parlementaire.

Elle a ensuite rejoint le MEDEF comme directrice adjointe puis directrice de la protection sociale, où elle a contribué aux négociations nationales interprofessionnelles et représenté le MEDEF dans diverses instances dans le champ de la protection sociale et de la santé. Depuis 2019, elle est secrétaire générale de l'Union nationale des complémentaires santé (UNOCAM), organisation professionnelle qui participe à la représentation du secteur des complémentaires santé, notamment dans les négociations conventionnelles avec l'Assurance maladie et les syndicats de professionnels de santé libéraux.



Mathilde Carrara dispose d'une formation en science de l'éducation et en promotion de la santé et développement social (Ecole de santé publique de Nancy). Elle est membre du COD depuis la mandature précédente, qu'elle a rejointe en tant que directrice de l'IREPS (Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé) Guadeloupe-Saint-Martin-Saint-Barthélemy. Elle est aujourd'hui directrice d'établissements médico-sociaux en addictologie à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) : un CSAPA (Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie), un CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) et un accueil de jour pour personnes sans domicile fixe.

Son engagement dans le COD est animé par la volonté de porter la promotion de la santé comme orientation essentielle au dialogue avec les populations et au développement de leur pouvoir d'agir. Elle souhaite aussi représenter les spécificités des territoires ultramarins dans les réflexions nationales. Elle a développé une expertise dans des champs variés de santé publique : santé sexuelle, santé environnementale (notamment la problématique du chlordécone en Guadeloupe), addictions, nutrition, santé mentale, parentalité. Elle a piloté des programmes de santé publique ancrés dans les réalités des territoires ultramarins.



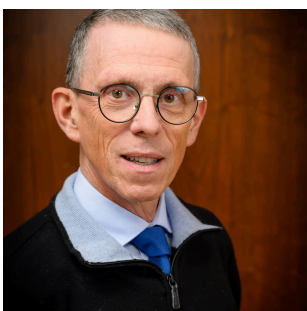
Murièle Conort est engagée depuis plus de vingt ans dans la réduction des inégalités sociales de santé et le développement de la médiation en santé pair. Coordinatrice du Pôle Empowerment et Médiation en Santé à Bordeaux, elle œuvre au déploiement de la médiation en santé par les pairs, à la mise en réseau des acteurs territoriaux et à la valorisation des savoirs expérientiels. Elle est responsable pédagogique du diplôme universitaire « Médiation en santé et pair-aidance » à l'Université de Bordeaux et intervient également comme formatrice dans plusieurs cursus en santé participative. En 2024, elle est nommée experte auprès de la Haute Autorité de Santé (HAS), au sein du groupe de travail « expérience patient et savoir expérientiel ».

Son parcours l'a conduite à diriger des établissements sanitaires et sociaux, où elle a piloté des équipes pluridisciplinaires, structuré des démarches qualité et développé de nouveaux dispositifs. Membre active du Collectif de Promotion de la Médiation en Santé, elle contribue aux réflexions nationales sur la médiation en santé et à la reconnaissance des pratiques de pair-aidance. Diplômée de l'École des Hautes Études en Santé Publique (Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale) et formée aux enjeux du VIH et des IST, elle inscrit son action dans une approche transversale, participative et ancrée dans les réalités de terrain.



Mathilde Dessaux est conseillère scientifique en sciences de la vie et la santé à l'Assemblée nationale. Au sein du secrétariat de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), elle assiste les parlementaires dans leurs travaux sur des thèmes divers des sciences de la vie, des sciences fondamentales à la santé publique, et porte à leur connaissance le résultat de la recherche française et internationale. Ingénieure de formation, Mathilde Dessaux est diplômée de l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris (ESPCI) et titulaire d'un doctorat en neurosciences.

Membre du COD depuis 2021, elle a contribué activement aux travaux du comité, notamment sur les sujets de pollution environnementale et de dialogue avec les populations concernées. Pour son second mandat, elle souhaite approfondir son implication, « notamment en participant à des travaux de co-construction avec l'Agence ». Ses sujets de prédilection incluent la périnatalité et la petite enfance, la nutrition et l'activité physique, la perception des messages de santé publique, la bioéthique, les inégalités de santé, les démarches de sciences participatives.



Docteur en pharmacie et docteur en sciences (toxicologie), **Eric Douriez** exerce depuis plus de vingt ans comme pharmacien à Thiais. Il a développé une connaissance concrète des préoccupations et des besoins de santé des habitants au plus près du terrain. Profondément attaché à une santé publique accessible à tous, il s'implique activement dans la vie professionnelle régionale, notamment au sein de l'URPS pharmaciens Île-de-France et de la CPTS de la Bièvre. Convaincu du rôle central du pharmacien dans le parcours de soins, il accorde une place essentielle à la prévention. Il participe ainsi au dépistage du cancer colorectal et à la prise en charge coordonnée de patients atteints d'insuffisance cardiaque, en collaboration avec d'autres professionnels de santé.

Son engagement dans des dispositifs transversaux comme la MCATMS94 ou le programme interception de Gustave Roussy illustre sa volonté de faire travailler ensemble les différents acteurs de santé pour mieux répondre aux besoins des patients. En rejoignant le COD, Eric Douriez souhaite mettre son expérience de terrain et son expertise scientifique au service de politiques publiques plus efficaces, avec l'objectif de contribuer à réduire les inégalités sociales de santé. Son parcours reflète un équilibre entre exigence scientifique et approche pragmatique des enjeux actuels de santé publique.



Médecin généraliste depuis trente et un ans à Saint-Philippe (La Réunion), en milieu semi-rural dans le Sud de l'île, **Jean-Marc Franco** est également Professeur des Universités et directeur du département de médecine générale Océan Indien (La Réunion et Mayotte) depuis la création du CHU de La Réunion en 2012. Son parcours associe pratique de terrain, engagement institutionnel et responsabilités nationales. Il a participé la structuration de l'évaluation et de la qualité en santé en tant que coordinateur ou correspondant régionale de structure nationale (ANDEM/ANAES et Haute Autorité de Santé) et s'est fortement impliqué dans la construction des réseaux de santé réunionnais :

périnatalité, prévention des maladies chroniques, pédiatrie, avec une attention particulière aux inégalités sociales de santé. Il est membre du bureau de la Fédération nationale des CPTS. Il travaille actuellement au sein d'une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire.

Il rejoint le COD avec la volonté d'améliorer le dialogue entre l'agence et le terrain, notamment depuis les territoires d'outre-mer.



Médecin de formation, d'abord médecin généraliste puis spécialisée en pharmacologie et pharmacoépidémiologie, **Véronique Garnier** a concrétisé son engagement pour la santé publique au moment de son engagement en politique. Elle est adjointe au maire de Croissy-sur-Seine (Yvelines) déléguée Une seule santé, prévention des risques et Culture. Elle est également référente de la Commission santé et solidarité de l'Association des maires d'Île-de-France. Depuis 2020, elle est vice-présidente d'Élus, santé publique et territoires, association nationale d'élus dont le plaidoyer central est la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé, et l'intégration de la santé dans toutes les politiques.

Depuis 2023, elle co-préside le Comité d'animation des territoires placé auprès du Groupe Santé Environnement, instance réunissant associations d'élus, associations environnementales, professionnels de santé, acteurs économiques ainsi que l'ARS et l'État. Elle rejoint le COD avec la conviction que la mobilisation des populations est une condition de l'efficacité des actions de santé publique, et avec le souhait de porter la voix des territoires et des élus locaux dans les travaux de l'agence.



Cédric Kempf est Délégué Territorial à Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes, où il dirige une équipe départementale dans l'Allier. Il est titulaire d'un doctorat en Sciences de l'éducation et de la formation et est chercheur associé au laboratoire Parcours Santé Systémique (P2S – UR 4129) à l'Université Lyon 1. Il est membre du réseau de prévention primaire des cancers CANCEPT (financé par l'INCa), membre du conseil d'administration du réseau des Universités en éducation à la santé UNIRES, et rédacteur en chef adjoint de la revue Santé publique. Il est vice-président de la commission spécialisée en santé mentale du Conseil territorial de santé de l'Allier.

Ses thèmes de recherche et d'intervention en promotion de la santé concernent principalement les leviers de réduction des inégalités sociales de santé, le travail collaboratif intersectionnel et la participation des parties prenantes dans les démarches de recherche et d'intervention en promotion de la santé.

Membre du COD lors de la mandature précédente, il renouvelle son engagement avec le souhait de continuer à explorer les déterminants de la santé, les inégalités sociales et la participation des populations aux dispositifs qui les concernent.

De formation en science politique et en droit, le parcours de **Fabien Maguin** se positionne à l'interface entre politiques publiques, institutions et initiatives de terrain. Après avoir été le coordonnateur d'un groupe municipal à Toulouse, il a travaillé pendant une dizaine d'années à la Case de santé, centre de santé communautaire à Toulouse, à la coordination administrative, financière. Il a participé à la coordination de projets expérimentaux, parfois à l'échelle nationale, en médiation en santé ou santé communautaire. Il est coordinateur du Réseau des Centres de santé communautaires depuis mars 2023. Ses sujets de prédilection sont la démarche communautaire dans le secteur du soin, l'empowerment et l'autonomie en santé, ainsi que les inégalités sociales de santé, notamment dans les zones rurales et les quartiers populaires. Il rejoint le COD avec la conviction que les initiatives de terrain et les approches participatives sont des leviers essentiels pour améliorer la santé des populations les plus vulnérables.



Céline Mansour exerce à l'Agence régionale de santé (ARS) Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), où elle est référente des projets d'innovation en lien avec l'Article 51, dispositif visant à tester localement des projets organisationnels expérimentaux pour décroiser le système de soins et inciter la coopération entre les différents acteurs de santé. Précédemment en poste à l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) et à Santé publique France, elle a notamment développé des outils et partenariats relatifs à la santé des migrants et animé le réseau des pôles régionaux de compétences en prévention et promotion de la santé.

Ses diverses expériences dans des agences publiques lui ont permis d'acquérir des compétences polyvalentes dans le champ de la santé publique et de l'innovation en santé, et de construire un solide réseau d'acteurs institutionnels, associatifs, hospitaliers et libéraux.

Membre du précédent mandat du COD, elle garde une grande motivation à poursuivre son implication dans les réflexions collectives sur les problématiques de santé, en apportant notamment un regard sur l'écosystème régional, l'innovation numérique et organisationnelle et les dynamiques territoriales de santé.



Audrey Richard-Ferroudji est consultante sur la gouvernance de l'environnement.

Issue d'une formation initiale d'ingénieur (Polytechnique-ENGREF) qu'elle a complétée par un doctorat en sociologie (EHESS), elle a travaillé de 2002 à 2013 en tant que chercheuse au Cemagref puis à l'IRSTEA (UMR G-EAU). Elle a participé au développement des approches en sciences sociales dans les travaux interdisciplinaires sur l'eau. Elle a ensuite travaillé en Inde (2013-2017) en tant que responsable du département des Sciences sociales à l'Institut français de Pondichéry.

Elle est aujourd'hui consultante indépendante, chercheuse associée à l'UMR G-EAU, garante et déléguée régionale pour l'Occitanie de la Commission nationale du débat public et praticienne de théâtre participatif. Elle a eu l'opportunité de garantir des concertations et d'organiser des débats publics impliquant des enjeux de santé, comme le débat public sur l'avenir industriel de Fos-Berre-Provence (dont elle a présidé l'équipe du débat), la concertation sur l'avenir de l'incinérateur du Mirail et une mission de conseil CNDP auprès du ministère des Solidarités pour l'organisation des États généraux des maltraitances aux adultes en situation de vulnérabilité. Elle rejoint le COD avec un intérêt marqué pour le développement de la participation citoyenne en santé, notamment sur les sujets de santé environnementale, avec la volonté de contribuer à aller vers des publics habituellement éloignés des dispositifs de participation.



Actuellement retraité, **Philippe Robert** est adjoint au maire d'une petite commune de l'Isère et président de la Mission locale Alpes Sud Isère. Il est également membre du bureau de l'Union nationale des missions locales (UNML) où il est référent sur les enjeux de handicap et de santé. Son parcours professionnel s'inscrit dans le secteur médico-social, où il a exercé des fonctions de directeur d'établissement. Son parcours se caractérise également l'exercice de plusieurs mandats d'élu local dans des communes de tailles diverses et par différents engagements associatifs.

Il rejoint le COD à la demande du réseau des missions locales – service public de l'emploi pour les jeunes de 16 à 25 ans, qui compte 450 structures maillant l'ensemble du territoire, dont les territoires ultramarins – avec la volonté de relayer au sein du comité les problématiques de santé que rencontrent les jeunes.



Thomas Roux est directeur général de l'UDAF des Bouches-du-Rhône (Union départementale des associations familiales), où il porte la voix des familles dans l'ensemble des dimensions de leur vie – social, logement, éducation, parentalité et santé. Il siège dans de nombreuses instances départementales de concertation et de pilotage dans le domaine. Son parcours reflète une expérience transversale de terrain, de la prévention primaire à la représentation des usagers, avec une attention constante aux populations les plus fragiles. Il a auparavant exercé les fonctions de directeur d'un Comité départemental d'éducation pour la santé, pilotant des

programmes de prévention et de promotion de la santé dans un territoire marqué par de fortes inégalités sociales. Il a été coordinateur régional de France assos santé (PACA), développant une expertise en représentation des usagers et en dialogue avec les instances décisionnelles. Il a également été responsable du réseau périnatalité PACA-Corse-Monaco, contribuant à la mise en œuvre du programme national des 1 000 premiers jours à l'échelle régionale. Membre du COD depuis 2023, il s'investit activement dans les travaux relatifs à l'accessibilité des dispositifs et à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.



Docteur en philosophie spécialisé en philosophie de la santé, de la médecine et de la biologie, **David Simard** est responsable de la coordination de l'offre de formation en santé à la faculté de santé de l'Université Paris Est-Créteil (UPEC), où il enseigne également. Il enseigne aussi à l'École Publique d'Ingénieurs en Santé et Numérique (EPISEN). Il est chercheur associé au Laboratoire Lettres, Idées, Savoirs (LIS) de l'UPEC, trésorier du Collège des humanités médicales (collège des enseignants en sciences humaines et sociales en santé) et co-directeur de collection aux Presses Universitaires François Rabelais.

Il est membre du groupe de réflexion d'éthique clinique du Centre hospitalier intercommunal de Créteil, et a été directeur de la revue Res Publica – Philosophie, Sciences humaines aux Presses Universitaires de France. Il apporte au COD un regard de philosophe sur les controverses scientifiques, les enjeux éthiques de la santé publique et la formation des futurs professionnels de santé. En tant que **président du COD**, il porte la voix du comité dans les instances de Santé publique France et participe à l'organisation des travaux.



Juriste de formation, diplômée en droit international, droit européen et droit humanitaire, **Inès Tartarin** a exercé comme responsable juridique en droit social au sein de différentes organisations (Groupe SOS Jeunesse, SNCF), développant une expertise transversale sur la qualité de vie au travail, le harcèlement, l'épuisement professionnel, l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations. Aujourd'hui responsable de développement et de partenariats au sein du Groupe SOS Jeunesse, elle conçoit des projets à destination de jeunes de 0 à 30 ans pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et les Agences régionales de santé.

Elle contribue à la mise en œuvre de programmes de prévention et de promotion de la santé, notamment des programmes de développement des compétences psychosociales. Référente sur les enjeux liés à l'intelligence artificielle et à l'égalité de genre, elle intervient de manière transversale sur des missions de formation, de sensibilisation, de développement de partenariats et de recherche de financements. Formée au trauma complexe et aux Premiers secours en santé mentale (PSSM – module jeunes), elle a également porté un projet entrepreneurial consacré à la santé mentale des jeunes. Elle a pris part au collectif de réflexion « Social Demain », dédié aux grandes transformations et enjeux sociétaux contemporains.



Médecin de santé publique dès l'origine, **Jean-Pierre Thierry** a mené un parcours très diversifié alternant secteur public, parapublic et privé international.

Depuis dix ans, il est conseiller médical de France assos santé (via l'association Le Lien). À ce titre, il intervient en appui sur l'ensemble des sujets sur lesquels France assos santé est consultée.

Ses priorités en matière de santé publique sont la sécurité des patients, la réduction des événements indésirables évitables, ainsi que la perception et la hiérarchie des risques sanitaires par la population.

Il porte également un intérêt fort pour l'informatique de santé et la communication en santé. Il accorde une attention particulière aux publics vulnérables.



Le parcours de **Sophie Villattes** est issu du champ hospitalier : elle a travaillé pendant une dizaine d'années dans la communication hospitalière, sur les sujets de qualité des soins et de parcours des patients, avant de se recentrer sur la santé publique.

Depuis cinq ans, elle travaille dans le champ de la périnatalité, aujourd'hui pour la Ville de Paris. Elle développe notamment les questions de prévention précoce, de littératie en santé et de pair-aidance.

Elle s'engage également sur les sujets de santé environnementale et d'éveil culturel précoce.

Elle est secrétaire générale d'un CODES (Comité départemental d'éducation pour la santé) en Seine-Saint-Denis.



Éric Vindimian est ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts. Il est docteur de 3^e cycle en chimie organique.

Il a également été auditeur de l'Institut des hautes études en sciences et technologies et du cycle supérieur du développement durable. Il a mené une carrière de chercheur en écotoxicologie, avec 73 publications à son actif.

Il a ensuite exercé comme délégué régional à la recherche et à la technologie en Rhône-Alpes, directeur des risques chroniques à l'Ineris, chef du service de la recherche et de la prospective au ministère chargé de l'environnement, puis directeur régional d'Irstea (aujourd'hui Inrae).

Il a terminé sa carrière comme membre permanent de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et de l'Autorité environnementale.

Aujourd'hui retraité, il est membre associé de l'Autorité environnementale, président du comité de dialogue sur les radiofréquences de l'Anses, membre du conseil scientifique de l'ASNR et vice-président du Collège des sociétés savantes. Il est bénévole à France Nature Environnement.

Il a présidé le comité d'orientation et de dialogue de Santé publique France pour le mandat 2021-2025.



Ann-Gaëlle Werner-Bernard évolue dans le secteur public depuis près de vingt ans. Issue des finances locales, elle élargit progressivement son champ d'intervention à l'ensemble des politiques des collectivités territoriales, avant de se spécialiser dans les politiques sociales.

Après une expérience au Parlement et en cabinets ministériels, elle est conseillère à l'Assemblée des départements de France (ADF), puis rejoint un cabinet de conseil en organisation où elle intervient sur des missions dédiées au secteur public. Elle intègre ensuite le Département des Hauts-de-Seine, où elle exerce aujourd'hui comme directrice de projets et responsable de la cellule veille juridique et contentieux du Pôle Solidarités.

A ce titre, elle contribue à l'élaboration et au pilotage de la stratégie départementale de santé, articulée autour de la prévention, de la santé mentale et de l'attractivité en santé, et conduit plusieurs projets innovants (santé mentale des enfants de l'ASE, recherche-action en compétences psychosociales, datavisualisation des fragilités des seniors, feuille de route alimentaire territoriale). Elle est également en charge du contentieux de la MDPH des Hauts-de-Seine. Son parcours témoigne d'une double expertise : une solide maîtrise des institutions et de l'action publique, et une aptitude reconnue à co-construire et déployer des stratégies opérationnelles innovantes. Convaincue de la pertinence de l'approche *One Health*, elle considère la santé comme l'un des leviers centraux de réduction des inégalités sociales et territoriales, ce qui fonde son engagement dans ce domaine.